



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des collectivités locales et  
de la coordination interministérielle**

Service de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Bureau des ICPE  
Affaire suivie par : [REDACTED]  
tél : [REDACTED]  
[REDACTED]

Le préfet  
à  
Monsieur le directeur  
Société Carrefour Supply Chain  
ZAC du Moutet  
18000 BOURGES

Bourges, le **04 AVR. 2025**

**Objet :** Augmentation du stockage de produits relevant de la rubrique 4741 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement

**Réf. :** Votre porter à connaissance du 2 janvier 2025 complété par courrier le 13 mars 2025

**P.L.** 1

Par courriers visés en référence, vous avez porté à ma connaissance le projet de modification des quantités de produits stockés au titre de la rubrique 4741 sur le site de la plateforme logistique que vous exploitez dans la ZAC du Moutet sur le territoire de la commune de Bourges.

Après examen de votre dossier par l'inspecteur des installations classées, il apparaît que ce projet porte sur la modification de quantité de produits stockés à base d'hypochlorite de sodium classable au titre de la rubrique 4741 : elle passe de 19,5 tonnes à 30 tonnes. Toutefois, ce projet ne modifie pas le classement global de l'établissement au regard de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement, malgré l'ajout d'une rubrique relevant du régime de la déclaration.

Je constate également que ce projet n'engendre aucune modification structurelle considérant que les produits sont stockés selon les mêmes conditions et modalités que les produits du même type présents sur site.

Par ailleurs, ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ou après examen au cas par cas au regard des rubriques du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Les modifications projetées ne constituent pas une extension du site au sens du 1° de l'article R. 181-46-1 du code de l'environnement ou une nouvelle activité permanente devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale.

Par ailleurs, ce projet n'est pas de nature à entraîner des dangers nouveaux ou des inconvénients significatifs supplémentaires pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

Cette modification n'entraîne aucune augmentation des risques et des dangers associés dès lors que ces produits sont ni combustibles, ni inflammables et que les modélisations de flux thermiques restent d'actualité.

Compte-tenu de tous ces éléments, cette modification notable ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Il ne nécessite donc pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

J'ajoute que ces modifications n'engendrent pas une consultation du public.

Je vous précise également que ces modifications ne nécessiteront pas d'édicter de nouvelles prescriptions à l'arrêté préfectoral d'autorisation dès lors qu'elles sont suffisantes pour réglementer les activités modifiées.

Pour toutes ces raisons, je vous informe que je donne une suite favorable à votre demande.

Je prends acte du projet de modification de la quantité de produits stockés à base d'hypochlorite de sodium relevant de la rubrique 4741 et ce, conformément au dossier porté à ma connaissance et à la réglementation applicable.

Je vous transmets également (cf. annexe 1) le tableau actualisé des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à votre établissement et figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 juin 2016 modifié.

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'il vous appartient de respecter, de manière stricte, l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 décembre 1998 applicables aux ICPE soumises à déclaration sous l'une des rubriques 4510, 4741 et 4745, et ce, sans préjudice des dispositions plus contraignantes fixées par arrêté préfectoral du 8 juin 2016.

Les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement restent à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire sur ce dossier.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE